

Sarkozy et la Recherche : Ça va mal ? Savonnons la planche !

Stéphane Bonnery

C'est devenu une habitude. Quand les lacunes des services publics français tiennent en premier lieu des effets du libéralisme, les ministres de droite nous font croire que davantage de libéralisme résoudrait les problèmes. La recherche n'échappe pas à cette logique franco-thatchérienne. Sarkozy, dans son texte paru dans *Le Monde* (21/09/05), de l'extérieur de son ministère de l'intérieur, saute à pieds joints dans ce poncif.

moins centralisé, que la recherche et les formations soient davantage soumises aux conseils d'administrations locaux « ouverts » (aux patrons) et dont le président doit avoir un pouvoir renforcé. Bref, il propose d'accroître les choix (déjà bien prégnants) des financements sur projets, davantage soumis à la pression de la finance, à l'obsession de rentabilité maximale à court terme et de réduction des risques sur les investissements. Ces choix de rentabilité à court terme



Les fausses évidences qu'il assène sont pourtant bonnes à étudier pour penser les contradictions de la recherche et de l'université qu'on ne peut évacuer si l'on ne veut pas, comme les ministres socialistes l'ont fait, se contenter de logiques de droite « allégées », par fatalisme ou par soumission aux dogmes libéraux ou se contenter d'un statu quo sans moyens et sans politique porteuse de perspectives d'avenir.

Après avoir critiqué tous azimuts l'état des lieux relevant des politiques précédentes, quelles sont les « nouvelles » formules du professeur Sarkozy ? Prenons les une par une : ce sont celles des réformes qui nous épuisent depuis des décennies ! Partant de la récupération des légitimes critiques de l'état des lieux qui émanent du monde de la recherche lui-même (manque de moyens, baisse de l'effort national de recherche, carrières peu attractives...) il fait fi des propositions qui en émanaient également, pour prôner le tout libéral : si l'on glisse, c'est parce qu'on refuserait de sauter dans le vide.

Sarkozy reconnaît la pénurie universitaire... pour mieux attaquer les grands organismes de recherche. Déshabiller Pierre pour habiller Paul, diviser pour mieux régner... tout cela après avoir critiqué les « fausses oppositions » (enseignement / recherche...) en fait de consensus pour qu'on lise son texte.

Tout son propos repose sur l'obsession de la guerre économique dont le vainqueur serait proclamé par les indices du profit capitaliste. Ceux qui n'iraient pas dans ce sens, par définition libérale, seraient immobiles, non-réactifs, inefficaces, etc. Il propose que le fonctionnement universitaire soit

son pourtant contraires à l'utilité sociale de la science à moyen et long terme. Beaucoup de laboratoires passent ainsi une énergie considérable à faire la mendicité auprès de commanditaires de recherches, à monter des dossiers, à occuper le terrain pour drainer des fonds face à la concurrence... Que d'énergie perdue pour la recherche. Et c'est cela que Sarkozy voudrait accroître : bel exemple de rentabilité ! Ce n'est pas avec le nez dans le guidon qu'on produit des révolutions coperniciennes. Sarkozy, comme les directives de l'OCDE et de l'Europe, donne des leçons sur le manque d'investissement dans l'avenir... mais prône des remèdes qui empêchent de travailler sur l'avenir.

Cette cécité ne tient pas à la seule influence directe des marchés, mais aussi au fonctionnement du monde politico-médiatique qu'organise le capitalisme. C'est la logique communicationnelle : il faut des chiffres présentant une efficacité apparente immédiate. On l'a vu à l'œuvre dans la police : on fait du chiffre d'arrestations avec les plus faibles, les sans papiers, les automobilistes, pendant que les moyens restent réduits pour lutter contre les structures mêmes des trafics d'envergure, les patrons voyous ou pour les effectifs de la police de proximité. Bref, on ne soigne que la vitrine électoraliste : la recherche doit donc s'orienter vers de « l'immédiatement perceptible ». Des travaux en sciences humaines sont ainsi financés actuellement pour comprendre par exemple « comment aider les élèves qui ne sont pas intellectuellement précoces » : le mode de commande de la recherche dont sont dépendants des doctorants ou des laboratoires, permet peu de remettre en question les catégories de pensée de la commande, donc l'idéologie des

dons qui est de retour, et encore moins de proposer des perspectives pour penser autrement l'enseignement à tous. Cette pression financière et politique se traduit dans la conception qui est proposée de l'évaluation et de «l'autonomie des universités». Faisant comme si les budgets de fonctionnement des équipes de recherche n'étaient pas évalués (tous les 4 ans, objectifs et moyens sont validés par l'État donnant lieu à évaluation et pas forcément à reconduction) le ministre veut que les enseignants soient évalués par des instances locales à l'Université (nouvelles baronnies managériales) et avec un renforcement de l'Agence Nationale de la Recherche. Encore une fois c'est l'écho des précédentes propositions de réformes. On imagine donc sans peine plusieurs conséquences :

- évaluation locale, donc baisse des moyens nationaux et arbitrages locaux pour gérer la pénurie et se soumettre aux commandes précises des entrepreneurs particuliers (au lieu que les entreprises soient contraintes de participer au financement de la recherche y compris «fondamentale» d'une manière centralisée et régulée qui empêche la possibilité de financer à courte vue seulement les projets les plus rentables pour les patrons locaux),
- contrôle économique et politique plus discret et plus efficace sur les projets de recherche que si ce contrôle était central (cela se verrait si tout un courant de recherche était privé de subvention par une même instance, alors que si c'est par des chefs d'entreprise divers, cela permet en plus de justifier le «manque de compétitivité» des dites équipes),
- l'ANR se dirige vers l'évaluation non pas des enseignants ce qui, selon les modalités, serait légitime, mais des enseignants, d'où une mise en concurrence qui permet de semer la zizanie plutôt que de se confronter à des logiques collectives de contestation,
- du point précédent découle que certains enseignants-chercheurs pourraient être dispensés de cours car jugés plus «rentables» aux patrons et élus locaux (comment «pacifier» tel quartier...), donc que d'autres collègues pourraient être «surchargés» ; l'enseignement devient donc une punition à laquelle peuvent échapper les enseignants les plus influents (ou les plus soumis au pouvoir) au lieu d'être un enjeu pour l'avenir de la recherche.

Joli double langage quand Sarkozy se plaint du manque de compétitivité de la recherche : si l'on retire de l'enseignement les chercheurs «en pointe», comment va-t-on produire des générations futures de chercheurs qui bénéficient de cette expérience ? Le ministre se félicite aussi de la démocratisation des études, tout en regrettant l'échec en premier cycle, comme si ce dernier était une fatalité ou le seul produit du savoir-faire individuel de chaque enseignant. Mais la récente réforme LMD (1), a accentué la coupure entre le second cycle (M) et le troisième (D) de la formation en premier cycle (L), en faisant de cette dernière un cursus lycéen allongé où l'on introduit moins à la recherche et dans laquelle les critères de validation des maquettes par le ministère ont atténué dans plusieurs filières les possibilités d'organisation de parcours progressifs pour les étudiants, semestre après semestre (2). Et Sarkozy propose (après d'autres réformes libérales) de déréguler le statut d'enseignant-chercheur afin que certains n'enseignent plus. Ce n'est pas en réduisant, comme cela se dessine, le nombre

d'enseignants-chercheurs les plus «coûteux» (car les plus expérimentés), et en les remplaçant par des enseignants qui ne mènent pas eux-mêmes de recherches (donc moins chers) que l'on va augmenter le nombre d'étudiants qui réussissent à s'approprier les logiques de pensée nécessaires à l'activité de recherche, cause principale de l'échec dans les études. Au contraire, on réduit le vivier.

Les étudiants seraient rebutés par le caractère peu attractif du statut de chercheur ? Qu'à cela ne tienne ! Sarkozy a répondu à tout de la même façon : en oubliant l'hypothèse d'augmenter les fonctionnaires, il propose que la recherche soit moins fonctionnarisée et de mettre les chercheurs en concurrence.

On l'aura compris, il ne s'agit absolument pas de faire l'atruche et de dire que tout va bien dans la recherche et l'université. Ce serait une façon illusoire de se protéger des attaques contre le service public de recherche et d'enseignement supérieur. Au contraire, il faut pointer que les propositions de Sarkozy sont les mêmes recettes qui ont déjà aggravé les difficultés du système. Celles-ci pré-existaient à la dérégulation libérale des réformes conduites depuis quelques décennies : si l'on veut conserver la double ambition d'une université massifiée et de la formation de haut niveau à la recherche (condition indispensable d'une recherche de qualité), on ne peut se contenter de demi-mesures, de rester ainsi au milieu du gué.

Sinon, les dysfonctionnements sont récupérés par les libéraux qui veulent inféoder le service public de recherche à l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général.

On a au contraire besoin de choix politiques (donc aussi budgétaires) affirmés, qui organisent la complémentarité des divers types de recherche (planification que Sarkozy fustige, au nom de la «réactivité» à court terme).

Ceci n'est possible que si l'on rompt avec les dogmes de la rentabilité, de la concurrence et de la guerre économique. La science doit être guidée par une volonté de découverte qui sera d'autant plus utile socialement qu'elle sera libérée des exigences de rendement immédiat.

Elle doit être maîtrisée par les choix du peuple et non par le profit des financiers ou par les logiques gestionnaires localistes. Et l'université doit être conduite comme un lieu de formation à la recherche dont ont besoin le pays et la planète : pour produire de futures générations de chercheurs comme de citoyens familiarisés avec le fonctionnement scientifique leur donnant les moyens d'avoir prise sur les choix de la recherche. Une telle démarche, n'en doutons pas, stimulera des façons de penser critiques, moins soumises aux raisonnements rapides tels que ceux de M. Sarkozy. ■

(1) LMD = Licence, Master, Doctorat, niveaux de sortie des études à bac +3, +5 et +8. Tous les autres diplômes (bac + 2 et +4) vont disparaître à terme. Parenthèse : il serait temps de se soucier de ce que cela implique (après les élections présidentielles ?) comme modifications à venir des conventions collectives bâties sur les repères bac +2 et bac+4...

(2) Au nom du dogme européeniste de la mobilité, chaque étudiant doit pouvoir consommer un enseignement morcelé dans une université (pour repartir vers une autre université européenne, alors que la masse des étudiants a déjà du mal à se payer des études sans voyage...) donc un enseignement qui ne repose pas sur des acquis d'un cours précédent. Cela nuit à l'organisation d'une progressivité pédagogique... contrainte d'autant plus grave qu'elle s'exerce désormais sur 3 ans au lieu de 2 en premier cycle.